

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/WGTCP/W/173
2 juillet 2001

(01-3277)

**Groupe de travail de l'interaction du commerce
et de la politique de la concurrence**

Original: anglais/
français/
espagnol*

COMMUNICATION CONJOINTE DU CANADA ET DU COSTA RICA

Les Délégations permanentes du Canada et du Costa Rica ont fait parvenir au Secrétariat la communication conjointe ci-après, datée du 26 juin 2001, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres.

Accord de libre-échange Canada-Costa Rica

Chapitre XI sur la politique de concurrence

Si les travaux du Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence se sont révélés très utiles pour exposer certaines des questions théoriques relatives à un éventuel accord multilatéral sur la politique de la concurrence, un grand nombre de délégations se sont tout naturellement demandé quelles pourraient en être les implications pratiques. Pour répondre à cette interrogation, les délégations du Canada et du Costa Rica souhaiteraient porter le chapitre sur la politique de la concurrence (chapitre XI) de l'Accord de libre-échange Canada-Costa Rica (ALECCR), signé récemment, à l'attention du Groupe de travail. Cet accord est l'expression concrète d'une grande partie des idées qui ont été examinées au sein du Groupe. Des copies du chapitre sur la politique de la concurrence de l'ALECCR sont jointes au présent document en langues anglaise, française et espagnole. L'Accord de libre-échange Canada-Costa Rica représente un exemple du type d'accord qui peut être conclu entre des pays dont le niveau de développement économique et institutionnel n'est pas le même.

Lorsqu'ils ont négocié le chapitre de l'ALECCR sur la concurrence, le Canada et le Costa Rica songeaient à un accord qui pourrait servir de modèle à un cadre sur la politique de la concurrence pour un accord relatif à la zone de libre-échange des Amériques. Ce chapitre avait aussi pour objet de fournir aux pays un cadre dans le domaine de la conception, la mise en œuvre et l'application de la législation et de la politique en matière de concurrence au niveau national ou subrégional, ainsi que dans le domaine de la coopération et de la coordination entre les autorités chargées de la concurrence. Les deux pays étaient conscients du rôle que peut jouer la politique en matière de concurrence pour - ainsi qu'il est indiqué dans le préambule de l'ALECCR - "assurer que les avantages de la libéralisation des échanges commerciaux ne soient pas compromis par des activités anticoncurrentielles".

* Ne s'applique qu'aux annexes.

Le chapitre XI de l'Accord de libre-échange Canada-Costa Rica comporte l'obligation pour les Parties d'adopter ou de maintenir des mesures légales prohibant les agissements commerciaux anticoncurrentiels, et notamment les cartels, les abus de position dominante et les fusions anticoncurrentielles – cette liste est non exhaustive. Chacune des Parties devrait établir ou maintenir une autorité responsable en matière de concurrence impartiale, qui serait autorisée à mener des actions de mise en application et à préconiser des mesures et une législation en faveur de la concurrence. Cette autorité devrait être indépendante des pressions politiques dans ses actions de mise en application et ses activités de défense et d'intervention.

En outre, le cadre comporte une adhésion aux principes de transparence (les mesures visant à interdire les agissements anticoncurrentiels, qui sont adoptées ou modifiées, devraient être publiées ou mises à la disposition du public), de non-discrimination (les mesures adoptées pour interdire les agissements anticoncurrentiels devraient être appliquées sur une base non discriminatoire) et d'équité procédurale (les procédures judiciaires et quasi-judiciaires devraient être justes et équitables et il devrait exister un processus de révision ou d'appel pour toute décision finale).

Le chapitre XI prévoit des mécanismes de coopération qui aident chacune des Parties à être informée des agissements anticoncurrentiels sur le territoire de l'autre Partie, qui peuvent avoir une incidence sur les intérêts importants de cette autre Partie. Parmi ces mécanismes, on peut notamment citer les notifications, les consultations et l'échange d'informations sur les actions de mise en application, sous réserve de l'application des législations nationales sur la divulgation de l'information et la confidentialité. La possibilité, pour les Parties, de conclure des accords additionnels en matière d'entraide juridique et de coopération, ou des arrangements, ou les deux, est également envisagée.

Le chapitre prévoit que les Parties ne peuvent pas avoir recours au mécanisme de règlement des différends ni à aucun autre mécanisme d'arbitrage pour toutes les questions découlant du chapitre XI. Lorsque des questions surviennent concernant le fonctionnement, la mise en œuvre ou l'interprétation de ce chapitre, elles peuvent être examinées soit dans le cadre de consultations bilatérales, qui doivent avoir lieu au moins tous les deux ans, soit à la demande écrite du Canada ou du Costa Rica. Si les consultations ne permettent pas de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante, les questions doivent être soumises à la Commission du libre-échange, composée de représentants des Parties ayant rang ministériel ou de leurs délégués, pour examen.

Enfin, les Parties reconnaissent notamment l'importance que revêtent les initiatives d'assistance technique se rapportant aux politiques sur la concurrence.

En même temps, il est à noter que le chapitre XI de l'Accord de libre-échange Canada-Costa Rica laisse les deux Parties libres de mener à bien comme il leur convient leurs objectifs prioritaires respectifs en matière de concurrence ou sur d'autres questions, dans le cadre établi par le présent chapitre et dans le cadre de la législation applicable. L'article XI.2.3, par exemple, reconnaît par exemple les exclusions de l'application des disciplines en matière de concurrence qu'une Partie a pu établir dans ses lois. Ces exclusions devraient être transparentes et devraient être examinées périodiquement par chacune des Parties afin de déterminer si elles sont nécessaires.

Le chapitre sur la concurrence reflète évidemment l'objectif de l'Accord de libre-échange Canada-Costa Rica dans son ensemble – qui est de forger une relation étroite entre les deux pays – et est donc assez ambitieux; mais on peut espérer qu'il constituera néanmoins un exemple utile qui aidera le Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence dans ses délibérations.

Des copies du texte intégral de l'ALECCR peuvent être obtenues en anglais et en français sur le site http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/Costa_Rica-e-asp; et, en espagnol, sur le site <http://www.comex.go.cr>.

PART FIVE: COMPETITION POLICY

Chapter XI : Competition Policy

Article XI .1 Purpose

The purposes of this Chapter are to ensure that the benefits of trade liberalization are not undermined by anticompetitive activities and to promote cooperation and coordination between the competition authorities of the Parties.

Article XI .2 General Principles

1. Each Party shall adopt or maintain measures to proscribe anticompetitive activities and shall take appropriate enforcement action pursuant to those measures, recognizing that such measures will enhance the fulfillment of the objectives of this Agreement.

2. Each Party shall ensure that the measures referred to in paragraph 1, and the enforcement actions pursuant to those measures, are applicable on a non-discriminatory basis.

3. For the purpose of this Chapter, anticompetitive activities include, but are not limited to, the following:

- (a) anticompetitive agreements, anticompetitive concerted practices or anticompetitive arrangements by competitors to fix prices, make rigged bids (collusive tenders), establish output restrictions or quotas, or share or divide markets by allocating customers, suppliers, territories or lines of commerce;
- (b) anticompetitive practices by an enterprise or group of enterprises that has market power in a relevant market or group of markets; and
- (c) mergers or acquisitions with substantial anticompetitive effects;

unless such activities are excluded, directly or indirectly, from the coverage of a Party's own laws or authorized in accordance with those laws. All such exclusions and authorizations shall be transparent and should be periodically assessed by each Party to determine whether they are necessary to achieve their overriding policy objectives.

4. Each Party shall ensure that:

- (a) the measures it adopts or maintains to proscribe anticompetitive activities, which implement the obligations set out in this Chapter, whether occurring before or after the coming into force of the Agreement, are published or otherwise publicly available; and
- (b) any modifications to any such measures occurring after the coming into force of this Agreement are notified to the other Party within 60 days, with advance notification to be provided where possible.

5. Each Party shall establish or maintain an impartial competition authority that is:

- (a) authorized to advocate pro-competitive solutions in the design, development and implementation of government policy and legislation; and
 - (b) independent from political interference in carrying out enforcement actions and advocacy activities.
6. Each Party shall ensure that its judicial and quasi-judicial proceedings to address anticompetitive activities are fair and equitable, and that in such proceedings, persons that are directly affected:
- (a) are provided with written notice when a proceeding is initiated;
 - (b) are afforded an opportunity, prior to any final action in the proceeding, to have access to relevant information, to be represented, to make submissions, including any comments on the submissions of other persons, and to identify and protect confidential information; and
 - (c) are provided with a written decision on the merits of the case.
7. Each Party shall ensure that, where there are any judicial or quasi-judicial proceedings to address anticompetitive activities, an independent domestic judicial or quasi-judicial appeal or review process is available to persons subject to any final decision arising out of those proceedings.

Article XI .3 Cooperation

1. The Parties recognize the importance of cooperation and coordination of enforcement actions including notification, consultation and exchange of information.
2. Subject to Article XI.4, and unless providing notice would harm its important interests, each Party shall notify the other Party with respect to its enforcement actions that may affect that other Party's important interests, and shall give full and sympathetic consideration to possible ways of fulfilling its enforcement needs without harming those interests.
3. For the purpose of this Chapter, enforcement actions that may affect the important interests of the other Party and therefore will ordinarily require notification include those that:
- (a) are relevant to enforcement actions of the other Party;
 - (b) involve anticompetitive activities, other than mergers or acquisitions, carried out in whole or in part in the territory of the other Party and that may be significant for that Party;
 - (c) involve mergers or acquisitions in which one or more of the enterprises involved in the transaction, or an enterprise controlling one or more of the enterprises to the transaction, is incorporated or organized under the laws of the other Party or one of its provinces;
 - (d) involve remedies that expressly require or prohibit conduct in the territory of the other Party or are otherwise directed at conduct in that territory; or

- (e) involve the seeking of information located in the territory of the other Party, whether by personal visit by officials of a Party or otherwise, except with respect to telephone contacts with a person in the territory of the other Party where that person is not the subject of enforcement action and the contact seeks only an oral response on a voluntary basis.
4. Notification will ordinarily be given as soon as the competition authority of a Party becomes aware that the notifiable circumstances pursuant to paragraphs 2 and 3 are present.
5. In accordance with their laws, the Parties may enter into additional cooperation and mutual legal assistance agreements, arrangements, or both in order to further the objectives of this Chapter.

Article XI.4 Confidentiality

Nothing in this Chapter shall require the provision of information by a Party or its competition authority contrary to its laws. The Parties shall, to the fullest extent possible, maintain the confidentiality of any information communicated to it in confidence by the other Party. Any information communicated shall only be used for the purpose of the enforcement action for which it was communicated.

Article XI.5 Technical Assistance

In order to achieve the objectives of this Chapter, the Parties agree that it is in their common interest to work together in technical assistance initiatives related to competition policy, measures to proscribe anticompetitive activities and enforcement actions.

Article XI.6 Consultations

1. The Parties shall consult either at least once every two years, or pursuant to Article XIII.4 (Cooperation) on the written request of a Party, to consider matters regarding the operation, implementation, application or interpretation of this Chapter and to review the Parties' measures to proscribe anticompetitive activities and the effectiveness of enforcement actions. Each Party shall designate one or more officials, including an official from each competition authority, to be responsible for ensuring that consultations, when required, occur in a timely manner.
2. If the Parties do not arrive at a mutually satisfactory resolution of a matter arising from the written request of a Party made under paragraph 1, they shall refer the matter to the Commission for consideration under Article XIII.1.2(c) (The Free Trade Commission).
3. Except as provided in paragraph 1, neither Party may have recourse to dispute settlement under this Agreement or to any kind of arbitration for any matter arising under this Chapter.

Article XI.7 Definitions

For purposes of this Chapter, these terms shall have the following definitions:

anticompetitive activities means any conduct or transaction that may be subject to penalties or other relief under:

- (a) for Canada, the *Competition Act*, R.S.C. 1985, c. C-34;

- (b) for Costa Rica the "Ley de Promoción de la Competencia y Defensa Efectiva del Consumidor" (Act for the Promotion of Competition and Effective Defense of the Consumer) Act No.7472 of 20 December 1994;

as well as any amendments thereto, and such other laws or regulations as the Parties may jointly agree to be applicable for purpose of this Chapter.

competition authority(ies) means:

- (a) for Canada, the Commissioner of Competition.
- (b) for Costa Rica, the "Comisión para promover la competencia" (Commission for the Promotion of Competition) established under the Act No.7472 of 20 December 1994, or its successor.

enforcement action(s) means any application of measures referred to in paragraph 1 of Article XI .2 by way of investigation or proceeding.

measures means laws, regulations, procedures, practices or administrative rulings of general application.

PARTIE CINQ: POLITIQUE DE CONCURRENCE

Chapitre XI: Politique de concurrence

Article XI.1 Objet

Le présent chapitre vise à assurer que les avantages de la libéralisation des échanges ne sont pas minés par des agissements anticoncurrentiels et à encourager la coopération et la coordination entre les autorités responsables en matière de concurrence des Parties.

Article XI.2 Principes généraux

1. Chacune des Parties adoptera ou maintiendra des mesures prohibant les agissements anticoncurrentiels et prendra toute action de mise en application adéquate conformément à ces mesures, reconnaissant que de telles mesures favoriseront l'atteinte des objectifs du présent accord.

2. Chacune des Parties s'assurera que les mesures mentionnées au paragraphe 1 ci-dessus et les actions de mise en application qui en découlent sont applicables de façon non discriminatoire.

3. Aux fins du présent chapitre, les agissements anticoncurrentiels comprennent notamment les suivantes:

- (a) des accords anticoncurrentiels, des pratiques concertées anticoncurrentielles, des arrangements anticoncurrentiels entre concurrents visant à fixer les prix, procéder à des soumissions concertées, établir des restrictions ou des quotas à la production, ou partager ou diviser des marchés en répartissant la clientèle, les fournisseurs, les territoires ou les lignes d'activités;
- (b) des pratiques anticoncurrentielles par une entreprise ou par un groupe d'entreprises qui détient une puissance commerciale sur un marché ou un ensemble de marchés donné;
- (c) des fusionnements ou des acquisitions ayant des répercussions anticoncurrentielles substantielles;

à moins que ces agissements soient exclus, directement ou indirectement, du champ d'application des lois d'une Partie ou autorisés en vertu de ces lois. Ces exclusions et autorisations doivent être transparentes et devraient être examinées périodiquement par chacune des Parties afin de déterminer si elles sont nécessaires pour réaliser les objectifs primordiaux des politiques.

4. Chacune des Parties s'assurera que:

- (a) les mesures qu'elle adoptera ou maintiendra pour prohiber les agissements anticoncurrentiels, en application des obligations stipulées au présent chapitre, soit avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord, sont publiées ou offertes au public;
- (b) toute modification apportée à ces mesures après l'entrée en vigueur du présent accord fasse l'objet d'un avis envoyé à l'autre Partie, dans un délai de soixante (60) jours, et d'un préavis dans la mesure du possible.

5. Chacune des Parties établira ou maintiendra une autorité responsable en matière de concurrence qui est impartiale et qui est:

- (a) autorisée à faire valoir des solutions en faveur de la concurrence en ce qui concerne la conception, l'élaboration et la mise en œuvre des lois et politiques gouvernementales; et
- (b) indépendante des pressions politiques dans ses actions de mise en application et ses activités de défense et d'intervention.

6. Chacune des Parties s'assurera que ses procédures judiciaires et quasi-judiciaires destinées à s'attaquer aux agissements anticoncurrentiels sont justes et équitables et que les personnes directement concernées par ces procédures:

- (a) sont informées par écrit de l'initiation de telles procédures;
- (b) ont l'occasion, avant la fin de la procédure, d'avoir accès aux renseignements pertinents, d'être représentées, de présenter des arguments, y compris des observations sur les arguments présentés par d'autres personnes, et d'identifier et de protéger leurs renseignements confidentiels; et
- (c) reçoivent une décision écrite sur le bien-fondé de l'affaire.

7. Chacune des Parties s'assurera, lorsque des procédures judiciaires ou quasi-judiciaires destinées à s'attaquer aux agissements anticoncurrentiels sont entreprises, qu'il existe un processus national indépendant de révision ou d'appel judiciaire ou quasi-judiciaire dont peuvent se prévaloir les personnes touchées par toute décision finale découlant de ces procédures.

Article XI.3 Coopération

1. Les Parties reconnaissent l'importance de la coopération et de la coordination des actions de mise en application, notamment de la notification, de la consultation et de l'échange de renseignements.

2. Sous réserve de l'article XI.4, chacune des Parties doit, à moins que cette notification ne nuise à ses intérêts importants, aviser l'autre Partie en ce qui concerne ses actions de mise en application qui peuvent avoir une incidence sur les intérêts importants de cette autre Partie, et la Partie notifiante doit considérer attentivement et avec bienveillance les manières possibles de combler ses besoins de mise en application sans nuire à ces intérêts importants.

3. Aux fins du présent chapitre, les actions de mise en application qui peuvent nuire aux intérêts importants de l'autre Partie et qui, par conséquent, doivent normalement faire l'objet d'une notification, comprennent notamment celles:

- (a) qui ont trait à des actions de mise en application de l'autre Partie;
- (b) qui concernent des agissements anticoncurrentiels, autres que des fusionnements ou des acquisitions, qui ont lieu en tout ou en partie sur le territoire de l'autre Partie et qui peuvent être importants pour cette Partie;
- (c) qui concernent des fusionnements ou des acquisitions dans lesquels une ou plusieurs des entreprises qui participent à l'opération ou une entreprise contrôlant une ou

plusieurs des entreprises qui participent à l'opération, est constituée en personne morale ou organisée en vertu des lois de l'autre Partie ou de l'une de ses provinces;

- (d) qui concernent des mesures correctives qui exigent ou interdisent expressément un comportement sur le territoire de l'autre Partie ou qui visent, par ailleurs, un comportement sur le territoire de l'autre Partie;
- (e) qui concernent la recherche de renseignements qui se trouvent sur le territoire de l'autre Partie, soit par la visite sur place des représentants d'une Partie, soit par d'autres moyens, à l'exception des communications téléphoniques avec une personne se trouvant sur le territoire de l'autre Partie lorsque cette personne ne fait pas l'objet d'une action de mise en application et que la communication vise uniquement à obtenir une réponse verbale volontaire.

4. La notification sera normalement faite aussitôt que l'autorité responsable en matière de concurrence d'une Partie a connaissance de l'existence des circonstances donnant lieu à la notification en vertu des paragraphes 2 et 3.

5. Conformément à leurs lois, les Parties peuvent conclure des accords additionnels en matière d'entraide juridique et de coopération, ou des arrangements, ou les deux, afin de favoriser l'atteinte des objectifs du présent chapitre.

Article XI.4 Confidentialité

Aucune disposition du présent accord n'obligera une Partie ou son autorité responsable en matière de concurrence à fournir des renseignements en contravention des lois de cette Partie. Dans toute la mesure du possible, chaque Partie maintiendra la confidentialité des renseignements qui lui sont communiqués confidentiellement par l'autre Partie. Tout renseignement communiqué ne doit servir qu'aux seules fins des actions de mise en application pour lesquelles il a été communiqué.

Article XI.5 Assistance technique

Afin d'atteindre les objectifs du présent chapitre, les Parties conviennent qu'il est de leur intérêt commun de collaborer en matière d'initiatives d'assistance technique se rapportant aux politiques sur la concurrence, aux mesures prohibant les agissements anticoncurrentiels et aux actions de mise en application.

Article XI.6 Consultations

1. Les Parties doivent mener des consultations au moins tous les deux ans, ou à la demande écrite d'une Partie conformément à l'article XIII.4 (Coopération), pour examiner les questions relatives au fonctionnement, à la mise en œuvre ou à l'interprétation du présent chapitre et pour réviser les mesures des Parties prohibant des agissements anticoncurrentiels ainsi que l'efficacité des actions de mise en application. Chaque Partie désignera un ou plusieurs représentants, y compris un représentant de chaque autorité responsable en matière de concurrence, qui sera chargé d'assurer que les consultations, au besoin, sont menées en temps opportun.

2. Si les Parties ne parviennent pas à régler de façon mutuellement satisfaisante une question découlant de la demande écrite faite par une Partie conformément au paragraphe 1, elles soumettront la question à la Commission pour examen sous le régime de l'alinéa XIII.1.2 (c) (Commission du libre-échange).

3. Sauf dans les cas prévus au paragraphe 1, les Parties ne peuvent pas avoir recours au mécanisme de règlement des différends en application du présent accord ni à aucun autre mécanisme d'arbitrage pour toutes les questions découlant du présent chapitre.

Article XI.7 Définitions

Les définitions qui suivent s'appliquent au présent chapitre:

agissements anticoncurrentiels s'entend des actes ou opérations qui peuvent faire l'objet de sanctions ou autres mesures correctives en vertu:

- (a) pour le Canada, de la *Loi sur la concurrence*, L.R.C. (1985), ch. C-34;
- (b) pour le Costa Rica, de la *Ley de Promocion de la Competencia y Defensa Efectiva del Consumidor* (Loi sur la promotion de la concurrence et la défense efficace des consommateurs), Loi n° 7472 du 20 décembre 1994;

de même que toute modification apportée à celles-ci et les lois ou règlements dont l'application, aux fins du présent chapitre, est convenue par les Parties.

autorité responsable en matière de concurrence s'entend:

- (a) pour le Canada, du commissaire de la concurrence;
- (b) pour le Costa Rica, de la *Comision para promover la competencia*, (Commission de la promotion de la concurrence) établie en vertu de la Loi n° 7472 du 20 décembre 1994 ou des lois qui lui ont succédé.

action de mise en application s'entend de toute application des mesures visées au paragraphe 1 de l'article XI.2 au moyen d'enquêtes ou de procédures.

mesures s'entend des lois, règlements, procédures, pratiques ou décisions administratives d'application générale.

QUINTA PARTE: POLÍTICA DE COMPETENCIA

Capítulo XI: Política de Competencia

Artículo XI.1 Objetivos

Los objetivos de este Capítulo son asegurar que los beneficios de la liberalización comercial no se vean menoscabados por actividades anticompetitivas y promover la cooperación y coordinación entre las autoridades de competencia de las Partes.

Artículo XI.2 Principios Generales

1. Cada Parte adoptará o mantendrá medidas para proscribir actividades anticompetitivas y aplicará los mecanismos de observancia apropiados conforme a esas medidas, y reconocer que dichas medidas contribuirán al cumplimiento de los objetivos de este Tratado.

2. Cada Parte se asegurará que las medidas referidas en el párrafo 1 y los mecanismos de observancia que se apliquen conforme a dichas medidas, se ejecuten de manera no discriminatoria.

3. Para los efectos de este Capítulo, actividades anticompetitivas incluyen, pero no se limitan a, las siguientes:

- (a) acuerdos anticompetitivos, prácticas concertadas anticompetitivas, o esquemas anticompetitivos entre competidores para fijar precios; coordinar ofertas en procesos de licitaciones (ofertas colusorias); establecer cuotas o restricciones a la producción; o distribuir o dividir mercados a través de la asignación de clientela, proveedores, territorios o líneas de comercio;
- (b) prácticas anticompetitivas de una empresa o grupo de empresas que tiene poder de mercado en un mercado relevante o grupo de mercados; y
- (c) fusiones o adquisiciones con efectos anticompetitivos significativos;

a menos que dichas actividades estén excluidas, directa o indirectamente, del ámbito de aplicación de las leyes de la Parte o que estén autorizadas de conformidad con esas leyes. Todas estas exclusiones y autorizaciones deberán ser transparentes y deberán evaluarse periódicamente por cada Parte para determinar si las mismas son necesarias para lograr sus objetivos de política general.

4. Cada Parte se asegurará que:

- (a) las medidas que adopte o mantenga para prohibir las actividades anticompetitivas que ejecuten las obligaciones estipuladas en este Capítulo, ya sea que ocurran antes o después de la entrada en vigor de este Tratado, sean publicadas o de otra manera estén disponibles al público; y
- (b) cualquier modificación a tales medidas que ocurra después de la entrada en vigor de este Tratado, se notificará a la otra Parte dentro de 60 días, con notificación previa cuando sea posible.

5. Cada Parte establecerá o mantendrá una autoridad de competencia imparcial que:

- (a) esté autorizada a abogar por soluciones pro-competitivas en el diseño, desarrollo y ejecución de políticas gubernamentales y legislación; y
- (b) sea independiente de interferencia política en la aplicación de sus mecanismos de observancia e intercesión.

6. Cada Parte se asegurará que sus procedimientos judiciales y cuasi-judiciales para lidiar con actividades anticompetitivas sean justos y equitativos y de que en tales procesos, a las personas que se ven directamente afectadas:

- (a) se les provea una notificación escrita cuando se inicie un procedimiento;
- (b) se les brinde una oportunidad, previa a cualquier acción final en el proceso, a tener acceso a información relevante, ser representadas, presentar sus argumentos, incluido cualquier comentario acerca de los argumentos de otras personas, y a identificar y proteger información confidencial; y
- (c) se les provea de una decisión por escrito sobre los méritos del caso.

7. Cada Parte se asegurará que cuando exista cualquier procedimiento judicial o cuasi-judicial para lidiar con actividades anticompetitivas, un proceso doméstico de revisión o apelación judicial o cuasi-judicial esté disponible para las personas sujetos a cualquier decisión final resultante de dichos procedimientos.

Artículo XI.3 Cooperación

1. Las Partes reconocen la importancia de la cooperación y la coordinación en la aplicación de sus mecanismos de observancia, incluida la notificación, consultas e intercambio de información.

2. Sujeto al Artículo XI.4 y salvo que la notificación causara daño a sus intereses importantes, cada Parte notificará a la otra Parte respecto de la aplicación de mecanismos de observancia que puedan afectar los intereses importantes de la otra Parte y dará plena y deferente consideración a las posibles formas de lograr sus necesidades de observancia sin perjudicar dichos intereses.

3. Para los propósitos de este Capítulo, la aplicación de mecanismos de observancia que podría afectar intereses importantes de la otra Parte y por lo tanto normalmente requerirá notificación, incluye aquella que:

- (a) sea relevante para la aplicación de mecanismos de observancia de la otra Parte;
- (b) involucre actividades anticompetitivas, distintas de fusiones o adquisiciones, ejecutadas total o parcialmente en el territorio de la otra Parte y que puedan ser significativas para esa Parte;
- (c) involucre fusiones o adquisiciones en las cuales una o más de las empresas involucradas en la transacción, o una empresa que controla una o más de las empresas en la transacción, está establecida u organizada bajo las leyes de la otra Parte o alguna de sus provincias;
- (d) involucre soluciones que expresamente exigen o prohíben una conducta en el territorio de la otra Parte, o que de otra manera se dirigen a una conducta en ese territorio; o

- (e) involucre la recabación de información ubicada en el territorio de la otra Parte, sea a través de una visita personal de funcionarios de una Parte o de cualquier otra forma, excepto los contactos telefónicos con una persona en el territorio de la otra Parte, cuando esa persona no es el objeto de la aplicación de mecanismos de observancia y el contacto busca solamente una respuesta oral sobre una base voluntaria.
4. La notificación normalmente se efectuará tan pronto como una autoridad de competencia de una Parte se entere que las circunstancias en las que procede una notificación conforme a los párrafos 2 y 3 de este Artículo están presentes.
5. De acuerdo con sus leyes, las Partes podrán acordar esquemas o acuerdos adicionales de cooperación y asistencia legal mutua, o ambos, con el fin de desarrollar los objetivos de este Capítulo.

Artículo XI.4 Confidencialidad

Nada de lo dispuesto en este Capítulo exigirá a una Parte o a su autoridad de competencia el suministro de información en contravención a sus leyes. Las Partes mantendrán, hasta donde sea posible, la confidencialidad de toda información que la otra Parte le haya comunicado en confianza. Cualquier información que se haya transmitido se utilizará solamente para los propósitos de ejecutar la acción que se haya comunicado.

Artículo XI.5 Asistencia Técnica

Con el objeto de alcanzar los objetivos de este Capítulo, las Partes acuerdan que es de su interés común el trabajar conjuntamente en iniciativas de asistencia técnica relacionadas con la política de competencia, así como con las medidas para proscribir actividades anticompetitivas y la aplicación de mecanismos de observancia.

Artículo XI.6 Consultas

1. Las Partes realizarán consultas ya sea, por lo menos una vez cada dos años, o de conformidad con el Artículo XIII.4 (Cooperación) cuando una de las Partes así lo solicite por escrito, para considerar asuntos relacionados con la operación, ejecución, aplicación e interpretación de este Capítulo y para revisar las medidas de las Partes para proscribir actividades anticompetitivas y la efectividad de la aplicación de los mecanismos de observancia. Cada Parte nombrará a uno o más funcionarios, incluido un oficial de cada autoridad de competencia, quien será responsable de asegurar que las consultas, cuando se requiera, tengan lugar oportunamente.
2. En el caso que las Partes no lleguen a una solución mutuamente satisfactoria en relación con un asunto consultado por escrito por una de ellas de conformidad con el párrafo 1, remitirán dicho asunto para consideración de la Comisión de conformidad con el Artículo XIII.1.2(c) (La Comisión de Libre Comercio).
3. Salvo lo dispuesto en el párrafo 1, ninguna de las Partes podrá recurrir a un procedimiento para la solución de controversias bajo este Tratado o a cualquier tipo de arbitraje para cualquier cuestión que surja bajo este Capítulo.

Artículo XI.7 Definiciones

Para los propósitos de este Capítulo, los siguientes términos tendrán las siguientes definiciones:

actividades anticompetitivas significa cualquier conducta o transacción que pueda ser sujeta de sanciones o cualquier otro tipo de remedio bajo:

- (a) para Canadá, the *Competition Act*, R.C.S. 1985, c. C-.34;
- (b) para Costa Rica la "*Ley de Promoción de la Competencia y Defensa Efectiva del Consumidor*" No. 7472 del 20 de diciembre de 1994;

así como cualquier reforma que se les hiciera, y cualquier otra ley o reglamento que las Partes acuerden conjuntamente que sean aplicables para el propósito de este Capítulo.

aplicación de mecanismos de observancia significa cualquier aplicación de medidas referidas en el párrafo 1 del Artículo XI.2 por la vía de investigación o procedimiento;

autoridad(es) de competencia significa:

- (a) para Canadá , The Commissioner of Competition;
- (b) para Costa Rica, la "Comisión para la Promover la Competencia" establecida mediante la Ley 7472 del 20 de diciembre de 1994 o su sucesor; y

medidas significa leyes, regulaciones, procedimientos, prácticas y reglamentos administrativos de aplicación general.
